

Les questions relatives au pouvoir, à la remise en question des hiérarchies et à l'inclusion – telles qu'elles sont perçues dans l'institution d'origine de l'enquête, et pas nécessairement au sein du GWPP – ont fait l'objet d'un intérêt particulier dans l'enquête. Ces questions sont fondamentales pour les approches transformatrices du genre parce que ces approches ciblent les structures et systèmes sous-jacents qui maintiennent les inégalités en place.

1. Etant donné la forte résistance au changement culturel autour du genre au Bénin, WACDEP-G au Bénin devrait immédiatement commencer une analyse de genre au sein des organisations et avec les partenaires clés pour comprendre les obstacles au changement.
2. Développer un plan d'apprentissage et de développement basé sur les résultats de l'enquête d'évaluation des besoins en capacités. Le succès du programme dépendra de la manière dont WACDEP-G au Bénin mettra en œuvre ces approches, et non pas seulement de la personne en charge du genre. Engager des experts (y compris de nouveaux partenaires) ayant des compétences dans la budgétisation sensible au genre, le suivi et l'évaluation participatifs, l'analyse de genre, et la facilitation sensible au genre. Demander aux partenaires de collaborer et de diriger ces efforts de renforcement des capacités afin d'augmenter la diversité des idées.
3. Les participants à l'atelier recommandent une sensibilisation et un plaidoyer continus pour concilier les politiques nationales avec les coutumes locales et la nécessité d'une bonne volonté politique au niveau du gouvernement pour un soutien continu.
4. Faciliter les plateformes d'apprentissage transnationales pour les équipes du WACDEP-G au Bénin et au Cameroun. Les événements d'apprentissage devront adopter une approche d'apprentissage par l'action afin que les leçons puissent être réinjectées dans la planification et la mise en œuvre. Cela aidera les deux équipes à aborder la résistance documentée à la transformation du genre.
5. Rendre obligatoire l'analyse de genre et les données désagrégées par sexe dans toutes les activités.
6. Analyser, documenter et promouvoir les connaissances et compétences uniques des femmes et des populations marginalisées afin de les utiliser comme levier dans les processus de prise de décision concernant l'eau et le changement climatique.
7. Générer des données manquantes. Analyser le nexus eau, climat et genre pour déterminer qui est exclu de la prise de décision et à qui bénéficie de l'exclusion continue des femmes. Partager les preuves pour stimuler le plaidoyer de la société civile et des ONG. Soutenir la négociation entre les parties prenantes en menant des recherches sur l'analyse de genre et en fournissant des données désagrégées par sexe qui illustrent clairement les relations entre le genre, la sécurité en eau et la résilience au changement climatique.

Points d'entrée potentiels

L'analyse de genre menée au Bénin a permis de dégager les points d'entrée suivants pour les approches transformatrices de genre en matière de sécurité en eau et de résilience climatique. Ils sont basés sur la structure, l'agence et les relations. En plus de ces points d'entrée, un autre point prioritaire a émergé de l'atelier. Les participants étaient préoccupés par le fait que la transformation de la culture ou des perceptions en faveur de la transformation du genre nécessite une clarification pour éviter de détruire la tradition et la culture endogènes. Ils se sont accordés sur la nécessité d'approfondir les réflexions à travers une plateforme d'innovation à l'interface entre genre, eau et résilience climatique.

Points d'entrée au niveau structurel

- La politique nationale de promotion du genre
- Les Groupes Techniques Genre et Protection Sociale qui rassemblent les partenaires techniques et financiers soutenant le Bénin
- Les structures existantes de promotion du genre (par exemple, le Point Focal Genre et Changement Climatique ; les points focaux genre dans les ministères de tutelle) dans les ministères de l'eau et de la résilience au changement climatique
- Institutions/mécanismes de planification existants dans les secteurs de l'eau et de la résilience au changement climatique (par exemple, le Comité National Changement Climatique, l'Observatoire du Changement Social)
- Associations de femmes au niveau national.

Points d'entrée au niveau relationnel

- Cadres ou plateformes de consultation existants dans les secteurs de l'eau et du climat (par exemple, CIE, CNE, Comité National Changement climatique, Comité National CDN, etc.)
- Structures de microfinance
- Organisations professionnelles au niveau de la base.

Points d'entrée au niveau des agences

- Programmes de renforcement des capacités pour les organisations et institutions de promotion du genre existantes
- Cellules genre au niveau des ministères et points focaux genre dans les ministères sectoriels.

Date : 28-29 Octobre 2020, Hôtel Bel Azur, Grand-Popo, Bénin

	Nom	Institution
1	Agbossou K. Euloge	PNE-Bénin
2	Houanye K. Armand	GWP-AO
3	Hountondji Fabien	UP (Université de Parakou)
4	Biao Mongazi Wilfried	DGEC MCVDD
5	Quinakonhan C. Médard	DGEC
6	Aholoukpe Cyrille	DPH
7	Baco M. Nasser	UP (Université de Parakou)
8	Houkponou Said	IDID
9	Biokou E. Aurore	PNE-Bénin
10	Zossou Espérance	Includovate
11	Djidji Degbey	DGEau
12	Araye Kpanou Rachel	PNE-Bénin
13	Gnanvi Appolinaire	FNEC
14	Biaou Mathieu	FNEC
15	Tossa Aurelien	DGEau
16	Ahouansou D. M. Maurice	FSA-UJAC (Université d'Abomey-Calavi)
17	Mama Sanni Raouf	OFFE-MASM
18	Zogo Andre	PNE-Bénin
19	Sajous Miranda	PNE-Bénin

Recommandations de partenariats

Une liste de programmes a été identifiée comme potentiellement pertinente pour le WACDEP-G au Bénin en cours de démarrage. Ils couvrent de multiples secteurs, niveaux, programmes et partenaires - et ont de nombreux liens possibles avec les activités du programme.

1. Réviser les accords de partenariat afin d'inclure un énoncé qui oblige les partenaires à intégrer le genre. Il est important de les aider à combler les lacunes pour changer la culture institutionnelle et les comportements bien ancrés.
2. Lier les tranches de financement aux résultats en matière de genre.



Programme d'investissement pour l'eau en Afrique (AIP)

PROGRAMME EAU, CLIMAT, DÉVELOPPEMENT ET EGALITE DE GENRE (WACDEP-G)

Égalité de genre et investissements pour l'eau résilients au changement climatique en Afrique

AIP WACDEP-G

FICHE D'APPRENTISSAGE POUR LE BENIN



Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO)

Secrétariat Exécutif :

Ouaga 2000, Av. Charles B. KABORE,
 Porte 1673 - 05 BP 6552 Ouagadougou 05
 Tél. : +226 25 36 18 28 - 25 37 41 04
 E-mail : gwp.westafrica@gwpao.org

Cette fiche résume les principales conclusions et recommandations de l'analyse de genre entreprise par Includovate pour le programme WACDEP-G au Bénin. Elle présente des visions d'approches transformatrices de genre dans le cadre du programme, des recommandations et des points d'entrée pour les actions prioritaires à venir. La fiche inclut les commentaires et les contributions à l'issue d'un atelier tenu au Bénin les 28 et 29 octobre 2020.

WACDEP-G adopte une Approche Transformatrice de Genre (ATG) pour faire face aux inégalités à l'intersection de la sécurité en eau et de la résilience climatique. Les ATG visent à comprendre les normes, les attitudes, les comportements et les systèmes sociaux sous-jacents pour transformer les dynamiques et les structures de pouvoir existantes qui perpétuent les inégalités entre les sexes. Ainsi, l'ATG va au-delà de l'amélioration individuelle des femmes comme réponse au traitement inéquitable et cherche à changer les structures de pouvoir existantes qui continuent à limiter le potentiel des femmes. Plutôt que d'accroître la capacité des femmes à fonctionner avec un pouvoir limité au sein des systèmes existants, cette approche considère qu'il existe une responsabilité collective pour changer les systèmes afin que les femmes et leurs besoins soient sur un pied d'égalité avec ceux des hommes.

WACDEP-G est avant tout un programme de genre, qui transforme les investissements en matière de sécurité en eau et de résilience climatique afin qu'ils soient égaux pour les deux sexes. WACDEP-G vise à influencer les futurs investissements dans le domaine de l'eau afin qu'ils s'attaquent aux inégalités historiques et mettent les besoins des femmes en matière de sécurité en eau et de résilience climatique sur un pied d'égalité avec les hommes.

Bien que les participants à l'atelier soient généralement d'accord avec les prémisses du programme et les résultats préliminaires, ils ont remis en question le manque de consultation de la base, ont reformulé certaines affirmations dans les résultats de l'analyse des causes profondes et des obstacles, et ont discuté de la mise en place d'un "garde-fou" lors de l'utilisation d'approches transformatrices de genre car elles touchent à la culture et à la tradition. Sur les 19 participants à l'atelier, 4 étaient des femmes (voir la liste des participants à la fin de cette fiche).

Les approches transformatrices de genre dans le cadre du WACDEP-G devraient permettre de :

- **Renforcer et soutenir les agences nationales chargées des questions de genre** à mettre en œuvre et faire respecter les politiques existantes. Elles devraient recevoir les ressources financières, politiques et humaines nécessaires pour ce faire. Ces agences devraient diriger les institutions chargées de l'eau et du climat : 1) en révisant les politiques conformément aux principes transformateurs du genre ; 2) en rendant leurs processus de prise de décision transparents et inclusifs ; 3) en soutenant la mise en œuvre de politiques transformatrices, ce qui inclut des objectifs et des mécanismes de responsabilité ; et 4) en adoptant des mesures nuancées du succès, au-delà des chiffres, qui reflètent plus précisément l'engagement significatif des femmes dans les processus qui les affectent profondément.

- **Faire en sorte que la sécurité en eau ne soit plus seulement une question technique et économique mais aussi une question de genre.** Le secteur de l'eau tiendra compte du rôle primordial des femmes qui veillent sur la sécurité en eau dans les foyers et les communautés – et s'attaquera à leur invisibilité persistante et à leur exclusion de la prise de décision dans le secteur de l'eau à tous les niveaux. La GIRE ira au-delà des principes populaires pour que la gouvernance et la gestion de l'eau prennent directement en compte le genre, l'inclusion et la participation de la base. Un point de départ simple consiste à exiger que tous les investissements dans le domaine de l'eau adoptent des systèmes d'utilisation multiple - éliminant ainsi le faux sentiment d'une eau à usage unique et identifiant les besoins des utilisateurs.
- **Mettre les femmes au premier plan de la résilience climatique** en reconnaissant (et en prouvant) qu'elles supportent un fardeau disproportionné du changement climatique ; fournir des preuves par une analyse rigoureuse de genre et une utilisation cohérente de données désagrégées par sexe. Malgré une prise de conscience accrue, les processus de planification nationaux n'identifient pas ou ne traitent pas de manière adéquate les dimensions sexospécifiques de l'adaptation ou de la résilience climatique. Les stratégies et plans climatiques qui répondent spécifiquement aux besoins des femmes amélioreront la résilience globale.
- **Créer un élan, une expertise et une masse critique pour les approches transformatrices de genre en matière de programmation. Il n'existe pas de boîte à outils pour appliquer les ATG,** lesquelles sont avant tout inclusives et participatives, se fondent sur une analyse de genre et visent à comprendre et à traiter les inégalités de genre au niveau des structures, des relations et des agences. Cela nécessite une expertise en matière de genre à l'échelle des programmes pour diriger et un engagement général pour gérer un changement culturellement sensible. L'application des ATG dans les programmes implique un investissement continu dans la capacité interne, un suivi sophistiqué, une réflexion et un apprentissage réguliers.

Recommandations politiques

Bien que des politiques bien développées ne garantissent pas à elles seules l'égalité des sexes, l'absence de telles politiques continue de l'empêcher. Les politiques sont nécessaires mais pas suffisantes pour s'attaquer aux inégalités de genre existantes. Il existe un certain nombre d'opportunités pour WACDEP-G au Bénin de s'engager au niveau politique pour combler les lacunes existantes.

1. La Politique et Stratégie du Conseil des Ministres Africains de l'Eau de 2011 pour l'Intégration du Genre dans le Secteur de l'Eau en Afrique est bien conçue et a le potentiel de réduire les impacts sexospécifiques de l'insécurité en eau sur le continent. Cependant, la mise en œuvre n'a pas été priorisée et après près de 10 ans, elle accuse du retard. Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de cette politique permettrait de sensibiliser et de mettre en évidence les lacunes en matière de responsabilité. Ce mécanisme devra être utilisé pour tenir les partenaires panafricains et les États responsables de la mise en œuvre de la politique.

2. Assurer le suivi de la mise en œuvre par le Bénin de la Politique et la Stratégie d'Intégration du Genre dans le Secteur de l'Eau en Afrique et du projet de Stratégie Africaine sur le Changement Climatique de l'Union Africaine. Ces politiques ont le potentiel de s'attaquer aux inégalités entre les sexes, mais seulement dans la mesure où elles sont soutenues (financièrement, politiquement et techniquement) au niveau national.
3. Examiner la Vision Africaine de l'Eau pour 2025 afin d'y dégager des opportunités et approches transformatrices de genre et élaborer des lignes directrices pour améliorer sa mise en œuvre. Sensibiliser les citoyens et les ONG à ces questions afin qu'ils puissent demander des comptes au gouvernement en cas d'inaction.
4. Adapter la sécurité en eau et le développement résilient au climat : passage du cadre stratégique aux approches transformatrices de genre en recadrant chacune des quatre phases en conséquence.
5. Créer une plateforme, une équipe de travail ou un comité ad-hoc avec un mandat pour réviser les politiques existantes en matière d'eau et de climat afin de prendre en compte le genre. L'équipe comprendrait le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, le Ministère des Finances, et les ministères de tutelle responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'eau et du climat.
6. Générer des preuves soutenant le besoin d'approches transformatrices de genre pour le développement, la mise en œuvre et le suivi des politiques de l'eau et du climat.
7. Convaincre les plates-formes multipartites à combler les lacunes entre les sexes dans les politiques régionales, nationales et à l'échelle des bassins. Inclure les chefs traditionnels ; expliquer l'impact de l'inégalité des sexes dans la sécurité en eau et la résilience climatique pour le Bénin.

Les participants à l'atelier se sont accordés sur les conclusions de l'analyse des politiques, selon lesquelles la majorité des politiques relatives à l'eau et au climat au Bénin n'ont pas intégré le genre. Ils ont relevé que les principaux obstacles à la mise en œuvre des recommandations politiques se situent au niveau des traditions et de la culture, ce qui doit être vérifié par une analyse politique féministe et une analyse de genre. Bien que les participants reconnaissent que la transformation de la tradition et de la culture est nécessaire, ils ont souhaité qu'un "garde-fou" ou une barrière soit établi pour prédéterminer les limites de la portée du changement.

Recommandations pratiques

L'application d'approches transformatrices de genre nécessite une expertise et une pratique pour développer les compétences requises. Comme indiqué ci-dessus, il n'existe pas de boîte à outils pour mettre en œuvre des approches transformatrices de genre. Cela nécessite engagement, pratique, réflexion, apprentissage et amélioration. Une enquête sur les capacités à l'aide de l'ATG a permis d'identifier les écarts entre les attitudes et les pratiques, ainsi que les obstacles à la lutte contre les inégalités entre les sexes ; chaque aspect inclus dans l'enquête est pertinent pour la mise en œuvre des ATG.